

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 23 octobre 2023

Régional

Moody's confirme la note « Triple A » de la Banque africaine de développement

Moody's a confirmé la notation triple A pour la Banque africaine de développement (BAD). L'agence de notation met en avant 3 raisons à cette décision : le renforcement du capital de la BAD, son important accès au financement et la confiance de ses actionnaires. La BAD a renforcé sa position en capital grâce à une récente augmentation de capital (la septième), ce qui a permis de réduire l'effet de levier (poids de la dette sur fonds propres) qui pesait sur elle, et une stratégie d'optimisation de son bilan. Par ailleurs, la BAD a su gagner la confiance de ses actionnaires grâce à sa bonne gestion et cela se traduit par des augmentations régulières de capital et des injections ponctuelles qui renforcent la stabilité financière de la banque. En mars 2021, le portefeuille actif global de la BAD en Afrique de l'Est s'élevait à 13 Mds USD avec une concentration du portefeuille dans les cinq pays suivants : la Tanzanie (19,9 %), le Kenya (18,3 %), l'Éthiopie (15,7 %), l'Ouganda (15,3 %) et le Rwanda (10,7 %).

Comores

Prévision de croissance du PIB à 3 % et maintien de l'inflation à un niveau élevé (11,1 %) en 2023

Selon les prévisions d'octobre 2023 du *World Economic Outlook* du FMI, la croissance du PIB des Comores devrait atteindre 3 % cette année et accélérer à 3,5 % en 2024, contre 2,6 % en 2022. Le PIB par habitant en USD courant devrait être de 1 377,0 USD contre 1 294,4 USD en 2022. Quant à l'inflation, celle-ci devrait rester à un niveau élevé en 2023, à 11,1 %, contre 12,4 % l'an dernier, mais fortement baisser en 2024 à 1,2 %. La dette publique brute devrait augmenter à

33,3 % du PIB en 2023, soit une augmentation de 5,4 points de pourcentage en un an.

Djibouti

Evaluation mutuelle du GAFIOAM en cours à Djibouti

Une réunion virtuelle entre le gouvernement djiboutien et la présidence du GAFIMOAN (sous-groupe régional du GAFI pour le Moyen-Orient) s'est tenue le 19 octobre sous l'égide de la Primature djiboutienne. Cette réunion a été l'occasion pour la partie djiboutienne de valoriser son engagement dans le processus d'évaluation mutuelle de son cadre de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme (« LCB-FT »). L'évaluation porte à la fois sur la conformité du cadre légal aux recommandations du GAFI ainsi que l'efficacité de leur mise en œuvre par les autorités du pays. Dans ce cadre, Djibouti a conduit une autoévaluation de son dispositif LCB-FT en 2021 et a mis en place le 9 août 2023 une équipe de coordination nationale placée sous l'autorité du Procureur Général. Le processus d'évaluation devrait s'étendre sur une période de 14 mois et comprendra la venue d'une mission d'évaluateurs en février 2024, mission qui produira ultérieurement une série d'observations et de préconisations relatives à la mise en conformité du cadre légal et opérationnel de prévention LCB-FT du pays, au regard des 40 recommandations du GAFI. Les enjeux de cette évaluation sont à apprécier, selon le Premier ministre, à l'aune de l'ambition djiboutienne de devenir une place financière d'importance régionale.

Ethiopie

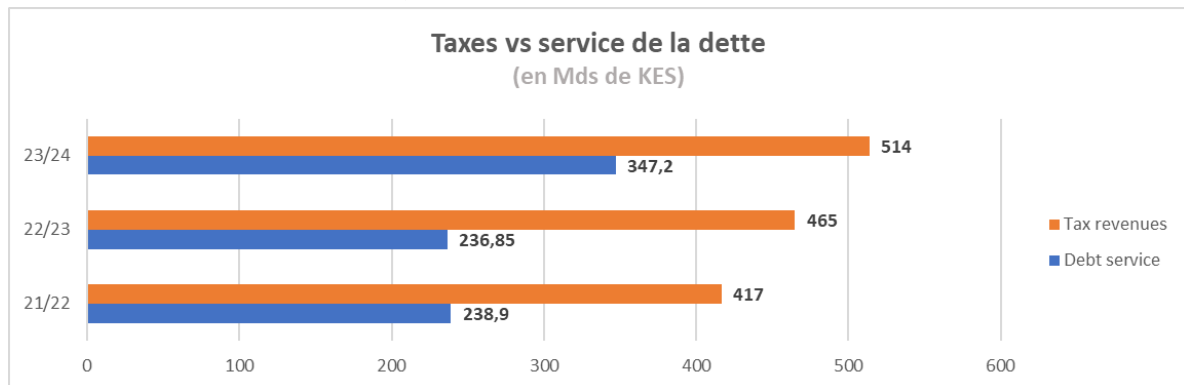
Directive d'acquisition d'engrais révisée : sécurisation du marché éthiopien par l'OCP

La révision d'une directive par le gouvernement éthiopien a permis à l'entreprise publique marocaine OCP de sécuriser un approvisionnement de 23 millions de tonnes d'engrais (NPS, Urée et DAP) pour le marché éthiopien. Cette directive, inchangée pendant 20 ans, rendait obligatoire les appels d'offres internationaux, limitant l'accès aux engrais et entraînant une baisse de la productivité. Le gouvernement peut à présent s'approvisionner en engrais à travers des négociations diplomatiques. La réforme donne la possibilité au conseil d'administration de l'*Ethiopian Agricultural Business Corporation (EABC)*, entreprise d'Etat dédiée au développement agricole, d'ouvrir des lettres de crédit et de choisir des fournisseurs en fonction des besoins, un rôle auparavant tenu par le ministère de l'Agriculture. Selon le ministre de l'Agriculture, M. Girma Amente, l'engagement direct avec OCP permettra de contourner les intermédiaires, et de réduire les prix des engrais. En 2023, les prix des engrais ont connu une baisse, avec l'Urée qui est passée d'un intervalle de prix allant de 680 à 700 USD par tonne en 2022 à un intervalle de 400 à 430 USD. De même, le prix de la NPS est passé de 650 à 500 USD par tonne. L'an dernier, le gouvernement éthiopien n'a réussi à importer que 13,9 millions de tonnes d'engrais. Une pénurie d'engrais ainsi que l'émergence d'un marché noir ont été les conséquences de cet approvisionnement inférieur à la demande.

Kenya

Au 1^{er} trimestre, le remboursement de la dette atteint 67,5 % des recettes fiscales

Au cours du premier trimestre 2023, le Kenya a dépensé l'équivalent des deux tiers de ses recettes fiscales pour tenir les échéances de remboursements envers ses créanciers nationaux et extérieurs. Selon les statistiques publiées par le Trésor Kenyan, le coût du remboursement de la dette a atteint un point haut à 347,2 Mds KES entre juin et septembre 2023. C'est 46,5 % de plus que l'année passée à la même période, où le remboursement de la dette représentait 237,0 Mds KES. Ainsi, le montant consacré au service de la dette (intérieure et extérieure) équivaut à 67,5 % des recettes fiscales de 514,2 Mds de KES au 1^{er} trimestre 2023, contre 50,9 % des recettes fiscales de 465,2 Mds KES l'année passée. Par ailleurs, le poids de la dette sur FY 2023/2024 sera accentué par le remboursement de l'euro-obligation de 2 Mds USD (301,5 Mds KES) arrivant à maturité en juin 2024 et des remboursements, majoritairement auprès d'*Exim Bank of China*, pour un montant de 112,4 Mds KES (soit, au taux de change du mardi 24 octobre, environ 750 MUSD).



Source : Kenyan National Treasury

Le taux de change du KES face à l'USD atteint un point haut à 150 points

Le taux de change officiel du KES face à l'USD a atteint, ce lundi, un point haut de 150 KES par USD, après une période soutenue et constante de dépréciation à compter du début de l'année. En effet, depuis janvier 2023, le KES s'est déprécié de 17,7 % par rapport à l'USD, ce qui représente plus du double de la dépréciation annuelle de 2022 (8,3 %). Selon le ministre des Finances, Njuguna Ndung'u, la dépréciation du KES face à l'USD résulte du fait que la CBK (*Central Bank of Kenya*) a fait le choix de pas intervenir et de laisser le KES revenir à son niveau d'équilibre. En comparaison avec d'autres monnaies régionales, la dépréciation du KES par rapport à l'USD est bien plus importante : depuis janvier l'UGX (shilling ougandais) s'est déprécié de 1,0 % face à l'USD, le TZS (shilling tanzanien) de 6,8 % et le RWF (franc rwandais) de 14,0 %.

Les prêts de la BAD au Kenya atteignent 584,9 Mds KES

Ces 5 dernières années, les prêts accordés par la Banque africaine de développement (BAD) au Kenya ont augmenté de 37,2 %, atteignant 584,9 Mds KES (3,9 Mds USD) à la fin septembre 2023, alors qu'ils étaient de 290,3 Mds KES (2,9 Mds USD) à fin septembre 2018. La forte augmentation du décaissement des prêts ces dernières années a fait de la BAD un des principaux bailleurs du Kenya sur

les projets d'infrastructures. Les informations communiquées par la BAD montrent qu'elle a soutenu 51 projets d'infrastructures, dont 37 souverains. Pour rappel, le Kenya était en 2021 le 5^{ème} récipiendaire d'APD en Afrique sub-saharienne et le 11^{ème} au monde, avec une APD totale nette de 3,2 Mds USD. Parmi les bailleurs bilatéraux, les Etats-Unis arrivent en tête avec 22,1 % de l'APD totale à destination du Kenya. Chez les bailleurs multilatéraux, le groupe de la Banque mondiale (plus particulièrement l'AID), arrive en tête avec 36,3 % de l'APD totale.

Madagascar

Prévision de croissance du PIB à 4 % et hausse de l'inflation, à 10,5 %, en 2023

Selon les prévisions d'octobre 2023 du *World Economic Outlook* du FMI, la croissance du PIB de Madagascar devrait atteindre 4 % cette année et accélérer à 4,8 % en 2024, contre 4 % en 2022. Le PIB par habitant en USD courant devrait être de 529,6 USD contre 523,1 USD en 2022. En termes d'inflation, celle-ci devrait s'accélérer en 2023, à 10,5 % (contre 8,2 l'an dernier), puis ralentir en 2024 à 8,8 %. La dette publique brute devrait légèrement diminuer à 54 % du PIB en 2023 puis à 53,5 % en 2024, contre 55,1% l'an dernier.

Maurice

Prévision de ralentissement de la croissance du PIB, à 5,1 %, et de l'inflation, à 7,8 %, en 2023

Selon les prévisions d'octobre 2023 du *World Economic Outlook* du FMI, la croissance du PIB de Maurice devrait être de 5,1 % cette année et de 3,8 % l'an prochain, soit un fort ralentissement par rapport à 2022 (8,7 %). Le PIB par habitant en USD courant devrait atteindre 11 751,5 USD contre 10 227,0 USD en 2022. En termes d'inflation, celle-ci devrait ralentir en 2023, à 7,8 %, contre 10,8 % l'an dernier, et est estimée à 6,5 % pour 2024. La dette publique brute devrait continuer de baisser, à 79,7 % du PIB en 2023, soit une diminution de 8,7 points de pourcentage par rapport à 2021 (88,4 %).

Ouganda

Regard sur les résultats financiers des entreprises publiques

Un rapport de l'Auditeur général publié le 24 octobre présente les résultats financiers de 22 entreprises publiques pour 2022. 10 entreprises cumulent des profits d'une valeur de 151 Mds UGX (38 MEUR) avec en tête les énergéticiens UETCL (gestion du réseau électrique) et UEGCL (génération électrique), dégagant des bénéfices de respectivement 38 et 28 Mds UGX. Ces performances s'expliquent par le soutien financier du gouvernement à UEGCL et par la hausse graduelle de la demande adressée à UETCL après la crise Covid. Les 12 autres entreprises publiques présentent des résultats négatifs avec des pertes pour la compagnie pétrolière nationale (UNOC), la compagnie nationale des eaux, ou encore la compagnie aérienne Uganda Airlines en raison notamment du décalage temporel entre le coût

d'amortissement des investissements réalisés au cours des dernières années et les recettes d'activité (les premières exportations d'UNOC sont prévues au mieux en 2026).

Hausse des exportations en août tirées par les ventes d'or et de café

Selon le ministère des Finances, les exportations ougandaises ont augmenté - en variation mensuelle - de 17 % en août à 670 MUSD. Cette hausse s'explique par la bonne performance des ventes d'or (+63 % à 239 MUSD) qui bénéficient du double effet prix et volume (l'accord fiscal trouvé au cours des derniers mois entre les courtiers et la Banque centrale a favorisé une reprise d'activité). Les exportations aurifères sont destinées principalement à la Corée du Sud et aux Emirats Arabes Unis. Elles pourraient continuer de croître au cours des prochains mois avec la mise en opération de nouvelles unités de raffinage. Les ventes de café, en particulier la gamme Robusta, ont également bondi (+20 % à 121 MUSD) en raison de bonnes récoltes et de prix favorables sur le marché qui ont incité les opérateurs à libérer leurs stocks. Pour rappel, plus de 6 millions de sacs de café ont été exportés pour l'exercice 2022/23 valorisés à 940 MUSD, soit une hausse en volume et en valeur par rapport à l'année précédente de respectivement +7 % et 5 %.

Rwanda

La BAD appuie le nouveau « Centre d'excellence pour les compétences aéronautiques » avec un prêt de plus de 23 MUSD

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 23,6 MUSD pour soutenir la construction et l'équipement d'un nouveau centre d'excellence pour les compétences aéronautiques (CEAS) à Kigali. Le centre devrait accueillir jusqu'à 500 étudiants à partir 2025, date à laquelle il sera pleinement fonctionnel. Ce projet renforce l'ambition du Rwanda de devenir un pôle aérien régional et d'attirer des investisseurs internationaux dans le secteur de l'aviation. Par ailleurs, il est à noter qu'au cours des deux prochaines décennies, il est attendu que l'Afrique ait besoin de plus de 50 000 professionnels de l'aviation civiles, dont 15 000 pilotes, 17 000 techniciens et 23 000 personnels de cabine.

Seychelles

Prévision de ralentissement de la croissance du PIB à 4,2 % et une inflation négative, à -0,8 % en 2023

Selon les prévisions d'octobre 2023 du *World Economic Outlook* du FMI, la croissance du PIB des Seychelles devrait ralentir à 4,2 % cette année et à 3,9 % en 2024, contre 8,9 % en 2022. Le PIB par habitant en USD courant devrait être de 20 889,5 USD contre 19 982,7 USD en 2022. En termes d'inflation, celle-ci devrait être négative cette année, à -0,8 %, contre 2,6 % l'an dernier et 9,8 % en 2021. L'inflation devrait néanmoins repartir à la hausse en 2024 (2 %). La dette publique brute devrait légèrement diminuer à 60,8 % du PIB en 2023, soit une diminution de 9,9 points de pourcentage par rapport à 2021 (70,7 %), puis atteindre 59 % en 2024.

Tanzanie

DP World signe un contrat d'exploitation de 30 ans pour le port de Dar es Salaam

Selon le directeur général de l'Autorité portuaire tanzanienne (TPA), Plasduce Mbossa, le gouvernement tanzanien et *DP World* ont signé trois contrats confiant pour 30 ans l'exploitation d'une partie du port de Dar es Salaam au groupe émirien. Ces contrats attribuent à *DP World* la gestion exclusive de quatre des douze postes d'amarrage du port (4 à 7) et la possibilité d'en exploiter quatre autres (0 à 3) en partenariat avec la TPA. Des évaluations seront menées tous les cinq ans, a précisé M. Plasduce Mbossa. L'intervention de *DP World* devra permettre notamment de réduire les temps de déchargement et de développer les échanges avec les pays voisins enclavés (Rwanda, Burundi, Zambie, Malawi...). Le PDG de *DP World*, Sultan Ahmed ben Soulayem, a déclaré que cette concession permettra de transformer le port de Dar es Salam en une installation de classe mondiale, promettant plus de 250 MUSD d'investissement lors des cinq prochaines années. Le port de Dar es Salam est la principale porte d'entrée commerciale de la Tanzanie, il traite environ 95 % du commerce international du pays.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr